

Entre guerre et guerre

Israël pousse les Etats-Unis à attaquer, les Etats arabes du Golfe tergiversent

par Karin Leukefeld,* Beyrouth



Karin Leukefeld
(Photo mad)

Pour la sixième fois en un an, le Premier ministre israélien *Benjamin Netanyahu* s'est rendu à Washington afin de dissuader le président américain *Donald Trump* de conclure un accord diplomatique avec l'Iran sur son programme nucléaire.

Ce voyage précipité d'une journée n'a pas abouti au résultat escompté par Netanyahu, selon les propos du président américain rapportés par la plateforme Internet «Al Monitor» après leur rencontre de près de trois heures.

Les discussions avec l'Iran se poursuivront, a ensuite déclaré M. Trump sur son blog «social». «Aucune décision définitive n'a été prise, si ce n'est que j'ai insisté pour que les négociations avec l'Iran se poursuivent». Il souhaite vérifier «si un accord peut être conclu ou non». Si ce n'est pas le cas, «nous verrons bien quel sera l'issue».

Les médias n'ont pas été autorisés à assister à la rencontre entre Netanyahu et Trump, qui avaient apparemment convenu de garder le silence. Un comportement similaire des deux hommes politiques avait également été observé après une rencontre en avril 2025, au cours de laquelle ils auraient conclu des accords en vue de l'attaque de juin 2025.

Selon «Al Monitor», il en ressortirait qu'il existe un fossé entre Israël et les Etats-Unis en ce qui concerne l'Iran. Trump préférerait clairement un «accord» avec l'Iran à une confrontation militaire.



En violation de tous les droits, la population iranienne est prise en otage par une politique hégémonique fondée sur la puissance militaire et économique. Café à l'entrée du bazar Vakil à Shiraz. (Photo hr)

Israël, en revanche, serait «préoccupé» par le fait que l'administration américaine se concentre uniquement sur le programme nucléaire iranien en ignorant le programme de missiles balistiques de l'Iran et sa coopération avec des «représentants régionaux» tels que le Hamas (territoires palestiniens occupés), le Hezbollah (Liban) et les Houthis (Yémen), selon «Al Monitor».

Compte tenu des tensions persistantes, l'Agence européenne de la sécurité aérienne a mis en garde toutes les compagnies aériennes contre les vols dans l'espace aérien iranien. Il y a plusieurs semaines déjà, l'armée allemande a retiré ses soldats d'Erbil, dans le nord kurde de l'Irak, pour les transférer en Jordanie. Les soldats allemands y participent à une «mission de formation».

Mobilisation contre l'Iran

Sur le plan militaire, les Etats-Unis poursuivent leur mobilisation navale contre l'Iran. Israël continue également de se préparer à une escalade militaire. Israël et les Etats-Unis ont mené conjointement un exercice de défense antimissile, a annoncé le ministère israélien de la Guerre. Le système de défense antimissile «David Sling» (la fronde de David) a été testé à cette occasion. Ce système aurait été «une bouée de sauvetage» pendant la guerre de douze jours contre l'Iran en juin.

Le 13 juin 2025, Israël avait attaqué l'Iran à l'improviste et bombardé ses installations nucléaires.

* Karin Leukefeld a fait des études d'ethnologie ainsi que des sciences islamiques et politiques et a accompli une formation de libraire. Elle a travaillé dans le domaine de l'organisation et des relations publiques, notamment pour l'Association fédérale des initiatives citoyennes pour l'environnement (BBU), pour les Verts allemands (parti fédéral) et pour le Centre d'information sur le Salvador. Elle a également été collaboratrice personnelle d'un député du PDS au Bundestag (politique étrangère et aide humanitaire). Depuis 2000, elle travaille comme correspondante indépendante au Moyen-Orient pour différents médias allemands et suisses. Elle est également auteur de plusieurs livres sur son vécu dans les zones de guerre du Proche et du Moyen-Orient.

Des physiciens nucléaires et des militaires, soit plus de 1000 personnes au total, ont été tués et 2 millions de personnes ont été contraintes de fuir. Les Etats-Unis, avec lesquels l'Iran avait négocié pendant des semaines, ont été impliqués dans les attaques et ont finalement envoyé une escadrille de bombardiers B2 par-dessus les océans pour attaquer l'Iran avec les bombes les plus puissantes dont ils disposaient. L'Iran a réagi en attaquant Israël, causant d'importants dégâts, mais l'armée israélienne a gardé le silence à ce sujet. La plus grande base américaine de la région, située au Qatar, a également été bombardée.

L'Iran se montre à nouveau prêt à négocier sur son programme nucléaire, mais pas sur son arsenal de missiles balistiques, qui sert à des fins défensives, selon les autorités iraniennes. Sa coopération avec les acteurs régionaux – qualifiés d'«organisations terroristes» par les Etats-Unis, l'Occident «fondé sur des règles» et Israël, ainsi que sanctionnés, bombardés et diffamés dans les médias – n'est pas non plus sujet à débat.

Les Etats arabes du Golfe

Oman sert de médiateur dans les discussions bilatérales entre Washington et Téhéran. Au Qatar, le ministre iranien des Affaires étrangères, *Abbas Aragchi*, a eu l'occasion d'exposer la position et la perspective iraniennes sur la situation dans la région du Golfe dans son discours d'ouverture du 17^e *forum Al-Jazeera*, le 7 février. Il a axé son discours sur la Palestine, l'équilibre régional et le monde multipolaire.

Selon M. Aragchi, la Palestine n'est pas seulement une question humanitaire ou régionale, mais plutôt «le pilier fondamental d'une sécurité durable en Asie occidentale et un critère important pour le respect des principes du droit international par la communauté internationale». Sur la base du droit international, une perspective politique crédible doit être développée afin de réaliser le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

L'occupation israélienne doit prendre fin et le droit au retour des réfugiés palestiniens doit être mis en œuvre. Un Etat palestinien doit être indépendant et uni, avec Jérusalem comme capitale – tels sont les piliers fondamentaux de toute solution juste et durable pour la Palestine.

Aragchi a exigé un embargo international sur les armes, des sanctions ciblées et la fin de l'impunité contre Israël. Les Etats arabes islamiques et les pays du Sud doivent se coordonner afin de

«soutenir efficacement» les droits du peuple palestinien. Seule la justice peut garantir une stabilité durable, les coupables doivent être traduits en justice. L'impunité doit cesser et il faut s'opposer à «la politique expansionniste du régime sioniste».

Une intense activité diplomatique de la part de l'Iran et des Etats arabes du Golfe a suivi cette intervention du ministre iranien des Affaires étrangères au Qatar. A Doha, M. Aragchi a rencontré le ministre des Affaires étrangères et Premier ministre qatari, qui s'est à son tour entretenu avec le ministre turc des Affaires étrangères. Quelques jours plus tard, presque parallèlement au bref voyage de Benjamin Netanyahu à Washington, le haut responsable iranien de la Sécurité, *Ali Larijani*, s'est rendu à Oman, où il a rencontré le porte-parole des Houthis yéménites. Au Qatar, Larijani a rencontré le Hamas ainsi que l'émir du Qatar. Ce dernier a téléphoné au président américain Donald Trump.

Les Etats arabes du Golfe avaient intensément plaidé en coulisses auprès de Trump pour qu'il ne cède pas aux pressions d'Israël en faveur d'une nouvelle attaque contre l'Iran. Le ministre saoudien de la Défense s'est rendu à Washington. De son côté, l'Iran avait clairement indiqué à plusieurs reprises que les installations américaines dans la région, dans les Etats arabes du Golfe, seraient des «cibles légitimes» pour l'Iran en cas d'attaque conjointe ou coordonnée d'Israël et des Etats-Unis.

Le shah iranien des Etats-Unis

Le fils de l'ancien shah *Reza Pahlevi* a quant à lui appelé le président américain Donald Trump à le soutenir militairement dans la «libération de l'Iran». Dans une interview accordée au magazine allemand «Der Spiegel», M. Pahlevi a déclaré qu'une telle intervention militaire ne serait «pas une intervention extérieure, mais une intervention humanitaire». M. Trump aurait la chance «d'entrer dans l'histoire» s'il aidait le peuple iranien à accéder à la liberté.

On ignore quel soutien le fils de l'ancien shah, qui vit aux Etats-Unis, bénéficie parmi les plus de 90 millions d'Iraniens. Il y a quelques jours à peine, des millions d'Iraniens ont défilé dans les rues des villes iraniennes à l'occasion du 47^e anniversaire de la révolution islamique. Dans un discours télévisé, le guide suprême de la révolution, *Ali Khamenei*, a remercié les Iraniens pour leur large participation aux marches nationales.

Les organisations humanitaires préférées d'Israël

A Gaza, les faits sont désormais accomplis. Plus de 30 organisations humanitaires, dont certaines travaillaient pour les réfugiés palestiniens depuis 1948, n'obtiennent plus l'autorisation d'Israël pour poursuivre leur travail. Tout comme l'organisation *Médecins sans frontières*, elles ont refusé de se conformer à une nouvelle directive israélienne leur imposant de communiquer toutes les données relatives à leurs collaborateurs palestiniens à l'armée israélienne. Israël a entre-temps autorisé de nouvelles organisations qui se distinguent des organisations humanitaires existantes principalement par leur orientation civilo-militaire.

Le portail Internet *The New Humanitarian* (TNH) décrit dans un rapport son enquête de plusieurs mois sur ces organisations et conclut qu'elles ont «minimisé ou évité de parler» de l'action militaire d'Israël, alors qu'une commission d'enquête de l'ONU, des organisations de défense des droits humains du monde entier et des experts juridiques ont qualifié l'action israélienne de «génocide». Selon le rapport du TNH, des cadres supérieurs de plusieurs de ces organisations «ont été photographiés dans des centres de distribution alimentaire militarisés de la *Gaza Humanitarian Foundation* (GHF), où plus de 1100 Palestiniens ont été tués l'année dernière par les forces armées israéliennes et des sociétés de sécurité américaines».

L'une de ces nouvelles organisations travaillerait en partenariat avec la GHF, une autre aurait fait don d'équipements à l'armée israélienne et à des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie. Plusieurs de ces organisations collaborent également avec les autorités israéliennes dans le sud-ouest de la Syrie, où les forces d'occupation israéliennes sont présentes depuis fin 2024. Les dirigeants de plusieurs de ces organisations ont également nié, à l'instar du gouvernement israélien, l'existence d'une famine à Gaza, alors que des institutions internationales l'avaient constatée.

Attaque contre une experte indépendante de l'ONU

Les journalistes palestiniens, les détracteurs du gouvernement israélien et les rapporteurs de l'ONU ont largement contribué à ce que les actions d'Israël contre les Palestiniens à Gaza soient examinées et analysées à la lumière des accords internationaux, de la Charte des Nations Unies et du droit international.

La rapporteuse spéciale de l'ONU pour les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, *Francesca Albanese*, a été et reste l'une des voix les plus intrépides qui dénoncent sans détour ce qui se passe à Gaza. Elle a été sanctionnée pour cela par le président américain Donald Trump et s'est vu interdire de prendre la parole dans des universités autrefois prestigieuses à Munich et Berlin, en Allemagne. Les ministres des Affaires étrangères allemand et français, *Johann Wadephul* et *Jean-Noël Barrot*, ont désormais demandé la destitution de cette experte juridique.

Cette demande fait suite à une intervention de Francesca Albanese lors de la conférence de Doha organisée par la chaîne d'information qatarie «Al Jazeera», où elle a une nouvelle fois dénoncé la collaboration des Etats et des institutions avec Israël. Ce «système de complicité», qui depuis deux ans fournit à Israël de l'argent et des armes et le soutient publiquement, serait «un ennemi commun» qui a rendu possible le génocide à Gaza. Il s'agit d'un «ennemi commun» pour tous ceux qui ne disposent pas de ressources financières importantes, d'algorithmes et d'armes.

Barrot et Wadephul ont accusé Francesca Albanese d'«antisémitisme», affirmant que ses propos étaient dirigés contre Israël et les Israéliens et qu'ils étaient scandaleux, ont déclaré les deux ministres. Selon M. Barrot, Francesca Albanese aurait «justifié» le 7 octobre 2023 et «comparé Israël au Troisième Reich». Elle serait «une militante politique qui diffuse des discours de haine nuisibles à la cause palestinienne». La campagne contre Francesca Albanese est menée tant en France qu'en Allemagne par des députés et les médias.

La fonction de rapporteur de l'ONU est rattachée au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Les experts, élus pour deux ans par le Conseil, examinent les conditions de vie des populations à travers le monde à l'aune des droits qui leur sont reconnus par la Charte et les conventions de l'ONU. Ils ne sont subordonnés ni aux responsables de l'ONU ni à aucun ministre des Affaires étrangères, ils représentent les droits des populations dont ils examinent les conditions de vie. Les Palestiniens sont privés de leurs droits par Israël depuis sa création en 1948.

Source: *Zeitung vom Lëtzebuenger Vollek*: <https://www.zlv.lu/db/1/1461131444375/0>, 14 février 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)